

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1961.

Loi en vigueur: 1962 et 1986 (vieillesse et décès seulement).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 3,6% du salaire.

Employeur: 5,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans avec une réduction de 5% par an au-dessous de 55 ans). 10 ans d'emploi. Pension non réduite à l'âge de 50 ans si médicalement reconnu incapable de travailler. Cessation de toute activité rémunérée.

Non payable à l'étranger, sauf si accord de réciprocité. Si pas d'accord, les cotisations de l'assuré lui sont remboursées à la retraite en cas de départ définitif du pays.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 années d'immatriculation. L'invalidité est révisée chaque 6 mois. A l'âge de 50 ans, la pension est transformée en pension de vieillesse anticipée.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension. La veuve ou le veuf doit avoir été marié(e) pour plus de deux ans.

Les enfants doivent être qualifiés pour des allocations familiales.

Allocation de survivants: Payable à la veuve d'un assuré ayant été affilié durant au moins 10 ans.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 1/60 du salaire mensuel moyen des dernières 5 années. Pension minimum: 60% du salaire minimum légal.

Supplément pour enfant: 10% de la pension pour chaque enfant à charge jusqu'à 5 enfants au maximum (pensions payables au titre de la loi de 1962). Pour les pensions payables au titre de la loi de 1986, le supplément pour enfant est remplacé par l'allocation familiale de 500 francs par mois par enfant.

Allocation sous condition de ressources: Payable aux personnes nécessiteuses âgées de 55 ans mais n'ayant pas droit à pension.

Ajustement automatique des pensions selon les variations du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: La même que la pension de vieillesse.

Pension minimum: 60% du salaire minimum légal.

Ajustement automatique des pensions selon les variations du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré, quel que soit l'âge de la veuve, si mariée au moins 2 ans. Egalement payable au veuf.

Pension d'orphelins: 10% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); maximum: 50% de la pension.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de vieillesse pour chaque tranche de 6 mois de cotisations si l'assuré n'avait pas droit à pension.

Ajustement automatique des pensions selon les variations du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion du régime; administré par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1962.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maternité: 9 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance (les employeurs doivent octroyer des congés payés de maladie aux travailleurs).

Prestations de maternité: 100% du salaire.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (11 semaines en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales. Les femmes salariées reçoivent les soins médicaux nécessaires pendant la grossesse et l'accouchement.

Les employeurs doivent fournir certains services médicaux et des médicaments pour les travailleurs et membres de leur famille, en partie par l'intermédiaire des services médicaux communs interemployeurs établis par l'Institut.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

L'épouse de l'assuré reçoit les mêmes prestations de maternité que la femme assurée; également allocation prénatale et prime de naissance (fournies sous le régime des allocations familiales).

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1962.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives, apprentis et étudiants.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les gens de mer.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1 à 4% des salaires selon l'industrie et les risques de l'entreprise.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Maximum: 900 000 francs par an.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire pour les 2 premiers orphelins et 10% pour chacun des autres; 20% pour chaque orphelin de père et de mère, âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun; maximum: 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Coût de l'enterrement.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Loi en vigueur: 1962.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant un enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8% des salaires.

Gouvernement: Subventions pour couvrir le déficit.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 9 mois consécutifs et travailler 18 jours par mois (ou être veuve/veuf du bénéficiaire).

Allocation prénatale et prime de naissance: Examens et soins médicaux prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 500 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 4 089 francs.

Prime de naissance: 5 450 francs pour chaque naissance, payée en 3 versements.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion du régime.